



Article paru dans ENJEUX

Revue du courant unitaire de la FSU n°212, septembre 2010

Syndicalisme et politique : je t'aime...moi non plus !

L'intervention du syndical dans la sphère politique est fréquente, souvent consciente quand il s'agit de s'exprimer dans les champs des inégalités, des droits et des libertés, mais aussi parfois même à son corps défendant.

En période pré-électorale, alors que les partis politiques construisent leurs programmes et débattent des choix de société qu'ils soumettront aux électeurs, la demande d'un dialogue, voire d'une confrontation entre les deux mondes, resurgit avec acuité, accompagnée des craintes d'instrumentalisations ou d'impression, pour les syndiqués, de liens de dépendance.

Le débat dans U&A sur ce sujet n'est pas nouveau, mais ce qui va se jouer notamment dans le trimestre qui vient, mais aussi avant les échéances de 2012, sur l'avenir social de notre pays mérite sans doute de s'interroger de nouveau.

Même pour ceux qui théorisent un syndicalisme qui ne serait, à travers le paritarisme, l'action et la négociation, que la défense des intérêts matériels et moraux de ses adhérents, force est de constater que les revendications en terme de missions, de métiers, d'organisation des services, de salaires, d'emploi, etc. ont des répercussions importantes sur les choix budgétaires, la fiscalité ou la politique sociale.

Le syndicalisme construit par la FSU, porteur de transformations sociales, ne peut se contenter de s'installer dans une posture d'affrontement aux décisions du pouvoir en place ou de la défense d'un statu quo insatisfaisant.

Non seulement une telle attitude est dévoreuse d'énergie et source de tensions entre les personnels qui doutent toujours de l'efficacité de conflits frontaux, mais elle ne permet que rarement l'émergence d'une véritable alternative aux projets combattus. La réflexion et l'action sur des propositions alternatives, élaborées par le syndicalisme, permettant de répondre aux difficultés rencontrées, sont indispensables.

Dans notre relation au politique, il nous faut être capable de peser en amont sur les attendus qui guident l'élaboration de la pensée politique.

Les exemples de l'importance de ce travail en amont ne manquent pas et sont éloquentes. Parce que nous n'avons pas pu imposer dans l'espace public les termes du débat sur la réforme du lycée, sur la notion de culture commune, sur celle d'autonomie, nous devons, aujourd'hui, combattre des réformes ou des projets dont les soubassements idéologiques et politiques, à l'opposé de ce qui fonde notre projet, semblent pourtant largement majoritaires ou, tout simplement relever de l'évidence.

Le sentiment chez les personnels de revendications, certes justes, mais irréalistes est alors fort, obérant leur volonté d'engagement.

Pourtant, sur tous ces sujets le projet de la FSU et de ses syndicats existe, construit sur une conception philosophique de la société, attachée à la construction d'une société solidaire et garantissant un juste partage des richesses, la démocratisation réelle du système éducatif et

l'accès de tous à une culture commune de haut niveau.

Même si, dans les forces politiques, toutes affirment vouloir la réussite de tous les jeunes, les propositions concrètes montrent que tel n'est pas, dans bon nombre de cas, la réalité du projet, ou qu'on est en désaccord sur la façon d'y arriver !

La question fondamentale n'est pas tant celle du rapport d'un mouvement syndical aux partis politiques que celle du rapport du syndicalisme à la sphère publique.

Cela mérite de s'interroger sur ce qui, aujourd'hui, participe à l'élaboration de la pensée politique et des possibilités que le mouvement syndical peut avoir d'y intervenir. « Think Tanks » de tous ordres et réseaux sociaux sont sans aucun doute aujourd'hui autant de groupes de pression ou d'influence puissants.

C'est ainsi que la notion d'autonomie s'impose dans le discours politique comme une donnée incontournable dans l'organisation des services publics, sans aucun débat, sur la simple évidence que l'on libérerait ainsi les initiatives et que le local serait plus à même de définir ce qui s'adaptera le mieux aux réalités du terrain.

Pourtant, quand on observe où a été construite cette « évidence » et ce qu'elle induit en terme de destruction de la notion de professionnalité en mettant les métiers sous tension et en multipliant les hiérarchies intermédiaires qui brouillent le sens même de l'activité professionnelle, on peut s'interroger sur ce qui lui a permis de s'imposer.

On pourrait multiplier les exemples dans les domaines de la fiscalité, de la conception de la Fonction Publique ou dans l'Education Nationale.

Le débat sur les rythmes scolaires en est probablement le prochain épisode : il suffit de lire les recommandations de l'OCDE en la matière ou les commentaires sur la visite de Chatel au Danemark (avec dans ses bagages les représentants des parents d'élèves) pour imaginer une partie des conclusions du comité de pilotage.

La pensée dominante sur le rôle et la conception de l'Ecole dans notre société reste irriguée depuis des années par un groupe restreint de chercheurs reconnus qui laisse peu de place à d'autres approches sociologiques ou didactiques. C'est ainsi que la notion de socle commun, avec ses attendus de disciplines fondamentales et de compétences s'est installée, elle aussi, comme une évidence dans le débat public. Ne pas avoir peur d'engager la bataille idéologique et celle de l'opinion, là où elles se mènent réellement, sur des éléments clés de notre champ d'intervention est sans conteste un élément préalable à tout espoir d'être en capacité de peser sur le débat politique.

La question première, dont les réponses pourront permettre d'aborder le rapport aux partis politiques, semble donc être celle de l'imposition du mouvement syndical dans la définition de l'intérêt général et dans l'élaboration des attendus politiques et idéologiques qui servent de fondements aux choix faits dans les programmes des partis. Cela présente d'autant plus d'intérêt que c'est à partir de cette reconnaissance d'une forme d'expertise du mouvement syndical sur la conception de la société que s'établira aussi la légitimité de son intervention, au titre du dialogue social, dans l'action et la négociation, au moment de la prise de décisions politiques dans la mise en œuvre concrète des orientations du pouvoir en place.

Une telle démarche de conviction et d'influence, investissant les lieux de « fabrication de la pensée politique », est aussi un premier pas dans l'établissement de l'indispensable rapport de force qui reste le fondement de l'action syndicale.

L'initiative prise par le SNES, le SNEP, le SNUEP et le SNUPDEN le 12 juin allait dans ce sens : rassembler autour d'une table représentants de partis politiques avec des responsables syndicaux et des chercheurs pour débattre de l'avenir du second degré, de ses missions et des fondements de son organisation.

Certes, tout ne fut pas simple, des débats furent ardues et des divergences sont apparues, mais on peut espérer qu'a pu émerger une dynamique nouvelle. La journée n'était probablement

pas assez ouverte à l'ensemble des syndiqués et le sujet était sans doute trop restreint, les choix pour le second degré ne pouvant être isolés du devenir de l'ensemble du système éducatif, mais en abordant par exemple l'âge de la scolarité obligatoire (atteint aujourd'hui au cours de la scolarisation dans le second degré), le débat a montré qu'une telle question interrogeait celle des finalités de l'École mais aussi largement celles des qualifications, de l'articulation entre formation du citoyen et formation professionnelle, de l'investissement de la nation.

C'est-à-dire aussi de la volonté politique de mener le débat sur le sens d'une réelle démocratisation loin des déclarations de circonstance que l'on peut entendre çà et là. La présence de sociologues s'est avérée importante par l'éclairage de la recherche qu'ils ont donné, parfois à contrario d'idées reçues que les uns ou les autres pouvaient avoir.

L'initiative du SNEP de novembre, les « EPSiliades », grand rassemblement d'enseignants d'EPS, de professeurs de sport, de chercheurs, de militants sportifs et associatifs, avec débats sur la place et le rôle de l'EPS, du sport scolaire et d'un sport transformé dans notre société, participera, sur ce terrain spécifique, de ce travail.

Comment aller plus loin et sur des sujets plus généraux ? Dans quelle configuration ? A l'initiative de qui ? Ces questions méritent d'être posées d'autant que l'habitude de travailler en liaison avec la recherche existe (le succès de l'Université d'automne du SNUipp montre combien la profession a également besoin de cet échange avec la recherche) et que le travail de l'Institut de la FSU ouvre la voie et a déjà permis une profonde réflexion sur nombre des sujets qui pourraient être abordés dans des initiatives nationales ou locales.

Complémentaire des initiatives bilatérales prises avec la CGT et Solidaires, une telle démarche ne s'oppose pas, bien au contraire, au travail intersyndical qui est réalisé depuis des mois par exemple dans l'interprofessionnel sur les problématiques d'emploi, de salaires et de retraites qui renvoient toutes à des questions politiques comme le partage des richesses ou la fiscalité.

Peut-on imaginer, sur ces bases et avec l'objectif d'un véritable débat sur les fondements d'un projet de société, pouvoir mettre en place le principe de rencontres de travail régulières avec les partis politiques de gauche, dans la transparence et l'indépendance ? Sans doute, au regard de notre volonté de transformation sociale qui irrigue notre réflexion et notre action et de la validité de notre projet.

Roland HUBERT, Serge CHABROL